

CURRICULUM VITAE

Mustapha AFROUKH

Né le 29 septembre 1980 à Apt

Nationalité française

Maître de conférences HDR en droit public à l'Université de Montpellier

Membre de l'IDEDH et membre associé du CRDH

Trésorier de l'association des amis de l'institut international des droits de l'homme –
Fondation René Cassin

Membre du comité scientifique du Concours Cassin

A - STATUT

- 2021 Habilitation à diriger des recherches : **Les mutations du contrôle de conventionnalité.**
Date et lieu de soutenance : 17 septembre 2021, Université Paris II Panthéon-Assas
Jury : Sébastien TOUZE, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas (directeur de recherche) ; Catherine GAUTHIER, Professeure à l'Université de Bordeaux (rapporteur) ; Fabien MARCHADIER, Professeur à l'Université de Poitiers (rapporteur) ; David SZYMCZAK, Professeur à Sciences Po Bordeaux (rapporteur) ; Laurence BURGORGUE-LARSEN, Professeure à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (examineur) ; Emmanuel DECAUX, Professeur émérite à l'Université Paris II Panthéon-Assas (examineur)
- Depuis sept. 2012 Maître de Conférences en droit public, Faculté de droit et de science politique, Université de Montpellier
Axes de recherche : droit international des droits de l'homme - Convention européenne des droits de l'homme – rapports de systèmes – droit et religions – droit animalier
- Sept.2008 – Sept. 2010 Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Faculté de droit et de sciences politiques, Université de Montpellier

Sept. 2005 – août 2008 Assistant de justice au tribunal administratif de Montpellier, affecté à la 6^{ème} ch. « contentieux social » (prés. B. VIDARD)

B- CURSUS UNIVERSITAIRE

- 2010 Qualification aux fonctions de Maître de conférences en droit public
- Juin 2009 Doctorat de droit public. Mention très honorable et proposition pour un prix et une subvention en vue de la publication
Titre : **La hiérarchie des droits et libertés dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme**
Date et lieu de soutenance : 19 juin 2009 à la Faculté de droit et de sciences politiques de Montpellier,
Jury : Michel LEVINET, Professeur à l'Université de Montpellier (Directeur de thèse); Doyen Joël ANDRIANTSIMBAZOVINA, Professeur à l'Université de la Rochelle (rapporteur), Patrick WACHSMANN, Professeur à l'Université de Strasbourg (rapporteur), Françoise TULKENS, juge à la Cour européenne des droits de l'homme (assesseur) et Frédéric SUDRE, Professeur à l'Université de Montpellier (Président).
Publication : Bruylant, coll. « Droit de la Convention européenne des droits de l'homme », 2012, 624 p. (préface M. Levinet)
- 2003-2004 DEA de droit communautaire européen, Université de Montpellier, mention assez bien
- 2002-2003 Maîtrise de droit public, Université de Montpellier, mention passable
- 2001-2002 Licence de droit, Université de Montpellier, mention bien, 1er prix de travaux dirigés en droit administratif
- 1999–2001 DEUG de droit, Université de Montpellier, mention bien, major de promotion, 1er prix de travaux dirigés en droit administratif, finances publiques et relations internationales
- 1999 Baccalauréat série ES, Lycée Charles de Gaulle, Apt, mention assez bien

C - PRESENTATION STATISTIQUE DE L'ACTIVITE SCIENTIFIQUE

- Ouvrage : 1
- Manuel (en préparation) : 1
- Direction d'ouvrages : 4
- Direction de dossiers : 3
- Chroniques : 4

- Articles : 53
- Communications : 21
- Organisation de colloques et de conférences : 10
- Participation à des groupes de recherche : 7
- Direction de mémoires de Master 2 : 6
- Direction de mémoires de Master 1 : 9
- Direction de mémoires dans le cadre du DU “Religions et société démocratique” : 100
- Participation à des jurys de thèse : 2
- Participation à des comités de sélection : 2

D - ACTIVITES COLLECTIVES DE RECHERCHE

1) Participation à des groupes de recherche

- En cours Participation au groupe de recherche « *L'(in)efficience de la logique individuelle des droits de l'homme face aux risques pour l'humanité* », dirigé par C. PICHERAL
 Participation à un groupe de recherche « *Le défi transhumaniste. Aspects philosophique, juridique et politique* », dirigé par A. VIALA et E. SALES
- 2013/2015 Participation au groupe de recherche « *La subsidiarité conventionnelle en question, Essai de systématisation* », dirigé par G. GONZALEZ (dont les travaux ont été publiés chez Anthemis, coll. « Droit et justice », n° 115, 2016). J'ai participé à toutes les réunions du groupe, à l'identification des axes de recherche, à l'élaboration du plan général de l'ouvrage et j'ai rédigé la partie sur « L'appréhension détournée de la subsidiarité par le biais des critères d'appréciation de la proportionnalité ».
- 2011/2014 Participation au groupe de recherche « *QPC et droit européen des droits de l'homme* » dirigé par R. TINIERE (dont les travaux ont été publiés chez Anthemis, coll. « Droit et justice », n° 115, 2017). J'ai participé à toutes les réunions du groupe, à la première phase d'identification des influences de la Convention européenne des droits de l'homme dans les décisions QPC - en charge des affaires sur les peines automatiques -, ainsi qu'à l'élaboration du plan de l'ouvrage et j'ai rédigé la partie sur « L'autonomie de la QPC ». A l'issue de la première phase du groupe de recherche, nous avons publié nos conclusions intermédiaires à la *RFDA* dans le cadre d'un dossier sur la QPC et le droit européen des droits de l'homme 2012, n° 4. J'ai publié une étude sur les interactions normatives dans le domaine de la modulation des peines.
- 2012/2013 Participation au groupe de recherche « *Les conflits de droits dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme* » dirigé par F. SUDRE (dont les travaux ont été publiés chez Anthemis, coll. « Droit

et justice », n° 109, 2014). J'ai participé à toutes les réunions du groupe, à la première phase de travail sur les enjeux terminologiques, aux réunions visant à dégager une hypothèse de travail. J'ai rédigé la partie sur la « Reformulation des conflits » ainsi que les « Conclusions générales ».

2007/2010 Participation au groupe de recherche « *Pluralisme et juges européens des droits de l'homme* » dirigé par M. LEVINET (dont les travaux ont été publiés chez Bruylant, coll. « Droit et justice », n° 91, 2010). Dans le cadre de ce groupe, chaque participant devait présenter une thématique à l'oral. J'ai travaillé sur la neutralisation du pluralisme externe.

2006/2008 Participation au groupe de recherche « *Les sources internationales dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme* », dirigé par G. GONZALEZ (dont les travaux ont été publiés aux cahiers de l'IDEDH, n° 11). J'ai écrit la partie sur l'utilisation du droit international par la Cour européenne dans l'interprétation de la notion de juridiction.

2) Organisation de colloques et séminaires

Juillet 2021 Organisation de la journée d'étude « *La France et la CEDH* » (Association des amis de la Fondation Cassin et ILERI)

Avril 2021 Co-organisation du webinaire « *Les conditions de détention sous le contrôle des juges : éléments d'actualité* », avec J. BONNET et P.-Y. GAHDOUN.

Mars 2020 Co-organisation du colloque « *Religion(s) et prison* » avec A. PONSEILLE (actes à paraître dans *la Revue du droit des religions*).

Février 2020 Co-organisation du colloque « *Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?* », avec Julien BONNET (actes à paraître chez Anthemis).

Déc. 2019 Co-organisation d'une table-ronde « *Actualités de l'Etat de droit en Tunisie* », avec E. SALES et A. VIALA.

Avril 2019 Co-organisation du séminaire « *Le Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme* », avec J.-P. MARGUENAUD (Pedone, coll. « Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme », 2020, 170 p.).

Oct. 2018 Organisation du colloque « *L'islam en droit international des droits de l'homme* » (Institut Universitaire Varenne, coll. « Transition et justice » 2019, 312 p.).

- Oct. 2017 Co-organisation du colloque « *La sécurité : mutations et incertitudes* », avec C. MAUBERNARD et C. VIAL (Institut universitaire Varenne, coll. « Colloques et essais », 2019, 246 p.)
- Mai 2017 Co-organisation d'un séminaire « *Textes juridiques, textes religieux : quelle(s) interprétation(s)* », avec A. VIALA.
- Janv. 2017 Co-organisation d'une table-ronde « *Etat d'urgence et protection des droits fondamentaux, quel bilan ?* », avec J. ARLETTAZ

E - RESPONSABILITES EDITORIALES

- Depuis 2021, Membre du comité de rédaction de la Revue *Droits fondamentaux*.
- Depuis 2021, coresponsable de la Chronique de jurisprudence constitutionnelle comparée (rapport français), *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, avec J. BONNET.
- Depuis 2019, secrétaire de la *Revue semestrielle de droit animalier* et responsable de la chronique *Droits religieux*.
- Depuis 2016, coresponsable de la Chronique *Evolutions de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme*, à la *RDLF* : choix des arrêts, répartition des thèmes, en charge de l'introduction et du contact avec les responsables de la *Revue*.

F – RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES

- Co-directeur du Master *Droit des libertés* depuis juin 2020, avec Anne PONSEILLE : préparation de la maquette ; sélection des candidatures ; direction de mémoires ; contact avec l'équipe pédagogique ; emploi du temps.
- Directeur des études du *Magistère Droit public appliqué* depuis janvier 2017 : recherche d'intervenants praticiens ; organisation de conférences d'actualité.
- Directeur du DU *Religions et société démocratique* depuis mai 2016, subventionné par le Ministère de l'intérieur : sélection des dossiers, emploi du temps, organisation de colloques et conférences, participation à des réunions au ministère de l'intérieur, lien avec les acteurs publics locaux et la société civile.

G - RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- Membre du Conseil de la section de droit public depuis 2019.
- Responsable du tutorat à la Faculté de droit et de science politique de Montpellier de 2012 à 2015.

- Référent documentation à la Faculté de droit et de science politique de Montpellier de 2014 à 2015.

H - JURYS DE THESE OU DE CONCOURS

- Participation à des jurys de thèses :

Novembre 2018 *De la discursivité du droit de la famille marocaine sous Mohamed V : une orientation du processus des réformes et sa représentation*, M. BEN ZLIHAL (Université de Strasbourg, dir. M. Abou RAMADAM)

Décembre 2014 *L'évolution du statut personnel de la femme au Maroc : entre la loi de Dieu et les droits de l'homme*, H. OUALAIZ (Université de Montpellier, dir. H. SURREL)

- Participation à des jurys de concours :

Examineur spécialisé adjoint au jury des premier, deuxième et troisième concours d'accès à l'École Nationale de la Magistrature, 2015, 2016, 2017

Membre de comités de sélection pour des postes de Maître de conférences en droit public (Université de Strasbourg ; Université de Nanterre), 2018

ENSEIGNEMENTS

A – ENSEIGNEMENTS STATUTAIRES A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER

Service prévu 2021/2022

- Théorie générale des droits et libertés fondamentaux, L3
- Organisation juridictionnelle et principes du procès, L1
- Institutions administratives, L1
- Droit international des droits de l'homme, L3
- Démocratie et Etat de droit, séminaire M2 Droit européen
- La sanction en droit international des droits de l'homme, séminaire M2 Droit de la sanction

2019 à 2021

- Théorie générale des droits et libertés fondamentaux, L3
- Organisations européennes, L1
- Institutions administratives, L1
- Droit international des droits de l'homme, L3
- Droit européen de l'asile M2
- Droit des libertés, prépa ENM

2018/2019

- Relations internationales, L1
- Organisations européennes, L1
- Institutions administratives, L1
- Droit international des droits de l'homme, L3
- Droit européen de l'asile M2
- Droit des libertés, prépa ENM

2016/2018

- TD de droits et libertés fondamentaux, L3
- Organisations européennes, L1
- Institutions administratives, L1

- Droit international des droits de l'homme, L3
- Gestion du contentieux des collectivités territoriales, M1 AES

2012-2016

- TD de droits et libertés fondamentaux et de droit de la CEDH, L3
- Organisations européennes, L1
- Institutions administratives, L1
- Droit institutionnel de l'UE, IPAG
- Actualités du droit constitutionnel, IPAG
- Gestion du contentieux des collectivités territoriales, M1 AES

B - ENSEIGNEMENTS DANS D'AUTRES UNIVERSITES

Mai 2018
Cours sur les institutions de la République et la laïcité
DU Valeurs de la République
Centre universitaire de Mayotte

Février-Mai 2018
Cours sur la protection internationale et européenne
de la liberté de religion
Certificat Pluralités religieuses, Droit, Laïcité et
sociétés, IEP Aix-en-Provence

Février 2018
Séminaire sur L'islam dans la jurisprudence de la
Cour européenne des droits de l'homme,
Master II Islamologie, Université de Strasbourg

Décembre 2016
Séminaire sur L'islam en droit international des droits
de l'homme,
Master II Islamologie, Université de Strasbourg

C – ENSEIGNEMENTS A L'ETRANGER ET EXTRA-UNIVERSITAIRES

Mars 2021
Cours à distance sur le droit institutionnel de l'Union
européenne
Programme La Condamine, L'Université du Salvador
(USAL)

Décembre 2018
Cours sur le système européen de protection des
droits de l'homme

- Session délocalisée de l'Institut international des droits de l'homme (Fondation René Cassin) en collaboration avec l'Université Jinan, Beyrouth, Liban
- Juillet 2018
Cours sur le système européen de protection des droits de l'homme
Session d'été de l'Institut international des droits de l'homme (Fondation René Cassin)
- Mai 2017
Cours sur le système européen de protection des droits de l'homme
Session délocalisée de l'Institut international des droits de l'homme (Fondation René Cassin) en collaboration avec l'Université Jinan, Beyrouth, Liban
- Janvier 2017
Cours sur l'Union européenne et la Convention européenne des droits de l'homme et l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme
Université d'hiver organisée par la Fondation Cassin ; l'Institut des sciences politiques de Bologne et l'école des hautes études économiques de Moscou
- Septembre 2016
Cours sur le système européen de protection des droits de l'homme
Session délocalisée de l'Institut international des droits de l'homme (Fondation René Cassin) – Dakar (Sénégal)

LISTE COMPLETE DES TRAVAUX ET PUBLICATIONS

A) Ouvrages (1)

La hiérarchie des droits et libertés dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, Bruylant, coll. « Droit de la Convention européenne des droits de l'homme », 2012, 624 p.

B) Direction d'ouvrages collectifs (5) :

- Avec J. BONNET (dir.), *Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, Anthemis, coll. « Droit et justice », 2021 (Actes du colloque organisé le 7 février 2020 par le CERCOP et l'IDEDH).

- Avec A. PONSEILLE (dir.), *Religion(s) et prison*, *Revue du droit des religions*, 2021, à paraître (Actes du colloque organisé le 13 mars 2020 par le CERCOP et le DU Religions et société démocratique).

- Avec J.-P. MARGUENAUD (dir.), *Le Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme*, Pedone, coll. « Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme », 2020, 170 p. (Actes du séminaire organisé le 19 avril 2019 par l'IDEDH).

- Avec C. MAUBERNARD et C. VIAL (dir.), *La sécurité : mutations et incertitudes*, Institut universitaire Varenne, coll. « Colloques et essais », 2019, 246 p. (Actes du colloque organisé le 19 octobre 2017 par l'IDEDH).

- *L'islam en droit international des droits de l'homme*, Institut Universitaire Varenne, coll. « Transition et justice » 2019, 312 p. (Actes du colloque organisé les 25 et 26 octobre 2018 par l'IDEDH et le DU Religions et société démocratique).

C) Direction de numéros spéciaux de revues juridiques (3) :

- *Renvoi préjudiciel et Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme*, *RUE*, 2019, p. 468 et s. (réunissant trois contributions)

- Avec J. BONNET (dir.), *La reconfiguration de l'office du juge de la conventionnalité de la loi*, *RDLF*, 2018, <http://www.revuedlf.com/dossier/la-reconfiguration-de-loffice-du-juge-de-la-conventionnalite-de-la-loi/> (réunissant six contributions)

- *Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux*, *RDLF*, 2015, <http://www.revuedlf.com/dossier/lutte-contre-le-terrorisme-et-droits-fondamentaux/> (réunissant quatre contributions)

D) Articles (53) :

i) Sur les mutations du contrôle de conventionnalité (16) :

- « La mise sous influence du pouvoir constituant : la Cour d'Arusha sur les traces de ses consœurs interaméricaine et européenne... », *Blog du CERCOP*, 2021, <https://montpelliercercop.blogspot.com/2021/04/la-mise-sous-influence-du-pouvoir.html>

- Avec A. SCHAHMANECHE, « La fonction consultative des autres Cours supranationales protectrices des droits de l'homme », in M. AFROUKH et J.-P. MARGUENAUD (dir.), *Le Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme*, Pedone, coll. « Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme », 2020, pp. 33-71.

- « Les rapports entre la QPC et le contrôle de conventionnalité », in K. FOUCHER (dir.), *L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés. Un bilan*, Dalloz, coll. « Thèmes & commentaires », 2020, p. 5-20.

- « Le contrôle de conventionnalité *in concreto* est-il vraiment "dicté par la Convention européenne des droits de l'homme" ? », *RDLF*, 2019, chron. n° 4, <http://www.revuedlf.com/cedh/le-controle-de-conventionnalite-in-concreto-est-il-vraiment-dicte-par-la-convention-europeenne-des-droits-de-lhomme/>

- « Renvoi préjudiciel et Protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme », *RUE*, 2019, pp.468-469.

- « La Convention européenne des droits de l'homme, facteur de concurrence dans le cadre de la QPC », in P.-Y. MONJAL, P. JAN et Chr. GESLOT (dir.), *La concurrence des juges. Le dialogue des juges en question(s)*, ed. Clément Juglar, 2018, pp. 451-461.

- « De la négation du contrôle de conventionnalité à la rocambolesque tentative d'escamoter ce déni », *Gaz. Pal.* 20 mars 2018, n° 316, pp. 18-21.

- « Universalisation ou standardisation des droits fondamentaux ? », in A. VIALA, S. PINON, F. BALAGUER CALLEJON (dir.), *Le pouvoir constituant au XXI^e siècle*, Institut Universitaire de Varenne, Collection « Colloques & Essais », 2017, pp. 29-46.

- « L'autonomie de la question prioritaire de constitutionnalité », in R. TINIERE (dir.), *QPC et droit européen des droits de l'homme*, Anthemis, coll. « Droit et justice », n° 115, 2017, pp. 21-44.

- « Le contrôle de la norme nationale par la Cour européenne des droits de l'homme », in V. PELTIER et A. GORGOZA (dir.), *Jurisprudence et qualité de la norme*, Mare et Martin, 2016, pp. 303-316.

- « L'objectivisation du contrôle », in J. ANDRIANTSIMBAZOVINA, L. BURGORGUE-LARSEN et S. TOUZE (dir.), *La protection des droits de l'homme par les Cours supranationales*, Pedone, coll. « Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme », 2016, pp. 100-124.

- « Référé-liberté et Convention européenne des droits de l'homme », *RFDA*, 2016, p. 685-696.

- « Le juge des référés, censeur de la loi ! », *Gaz. Pal.*, 2016/6, pp. 23-24.

- « L'identification d'une tendance récente à l'objectivisation du contentieux dans le contrôle de la Cour européenne des droits de l'homme », *RDP*, 2015/5, pp. 1355-1380.

- « La modulation des peines », *RFDA*, 2012, n° 4, (dossier spécial sur les rapports entre QPC et CEDH), pp. 625-628.

- « L'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme dans la jurisprudence administrative », *RFDA*, 2011, n° 6, pp. 1153-1164.

ii) *Sur les conflits de droits et la hiérarchie des droits et libertés garantis par la Convention européenne des droits de l'homme (12)* :

- Avec J.-P. MARGUENAUD, « Le redéploiement de la dignité », *RDLF*, 2021, chron. n° 19.

- « Une hiérarchie entre droits et libertés fondamentaux. Le point de vue du droit européen », *RDLF*, 2019, chron. n° 43, <http://www.revuedlf.com/cedh/une-hierarchie-entre-droits-fondamentaux-le-point-de-vue-du-droit-europeen/>

- « Les critères “*Von Hannover n°2*” dans la jurisprudence récente de la Cour européenne des droits de l’homme : une attractivité équivoque, *RTDH*, 2018, n° 115, pp. 593-611.
- « La liberté d'expression face aux discours haineux en ligne dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, *Daloz IP/IT*, 2017, pp. 575-579.
- « L’appréhension détournée de la subsidiarité par le biais des critères d’appréciation de la proportionnalité », in G. GONZALEZ (dir.), *La subsidiarité conventionnelle en question, Essai de systématisation*, Anthemis, coll. « Droit et justice », n° 115, 2016, pp. 92-108.
- « Éloignement des étrangers terroristes et article 3 de la Convention européenne des droits de l’homme », *Revue des droits de l’homme*, 2016, <https://journals.openedition.org/revdh/1808?file=1>
- Avec H. HURPY, « Éloignement des étrangers terroristes et article 3 de la Convention européenne des droits de l’homme », *RDLF*, 2015, chron. n°11, <http://www.revuedlf.com/cedh/eloignement-des-etrangiers-terroristes-et-article-3-de-la-convention-europeenne-des-droits-de-lhomme/>
- « La dignité humaine comme instrument de résolution des conflits de droits dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme, *RRJ Droit prospectif*, 2014/1, pp. 99-110.
- « Conclusions générales », in F. SUDRE (dir.), *Les conflits de droits dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme*, Anthemis, coll. « Droit et justice », 2014, n° 109, pp. 283-295.
- « La reformulation des conflits par le juge européen », in F. SUDRE (dir.), *Les conflits de droits dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme*, Anthemis, coll. « Droit et justice », 2014, n° 109, pp. 37-83.
- « Les conflits entre la liberté d’expression et le droit à la réputation dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme, *Annuaire de droit européen*, vol. VI, 2008, Bruylant, 2011, pp. 949-964.

- « La neutralisation du pluralisme externe à l'espace conventionnel », in M. LEVINET (dir.), *Pluralisme et juges européens des droits de l'homme*, Nemesis-Bruylant, coll. « Droit et justice », n° 91, 2010, pp. 277-294.

iii) Sur la liberté de religion (5) :

- « Rapport introductif », in M. AFROUKH (dir.), *L'islam en droit international des droits de l'homme*, Institut Universitaire Varenne, coll. « Transition et justice » 2019, pp. 7-22.

- « Abattage rituel et liberté religieuse », *RSDA*, 2018, pp. 423-437.

- « Non, la Cour européenne n'a pas reconnu l'existence d'un délit de blasphème », *RDLF*, 2018, chron. 23, <http://www.revuedlf.com/cedh/non-la-cour-europeenne-des-droits-de-lhomme-na-pas-reconnu-l'existence-dun-delit-de-blaspheme/>

- « La radicalisation saisie par la Cour européenne des droits de l'homme », in O. BUI-XUAN (dir.), *La radicalisation saisie par le droit*, Institut Universitaire de Varenne, Coll. « Colloques et Essais », 2018, pp. 183-196.

- « La liberté de religion dans le contentieux européen de l'éloignement des étrangers : entre réalisme et exigence d'effectivité », *Revue du droit des religions*, 2017/3, pp. 111-124.

iv) Aspects matériels et institutionnels des droits fondamentaux européens (19) :

- « Rapport introductif : la France et la Cour EDH (année 2020) », *RDLF*, 2021, chron. 29, <http://www.revuedlf.com/droit-fondamentaux/dossier/la-france-et-la-cour-europeenne-des-droits-de-lhomme-jurisprudence-2020-rapport-introductif/>

- Le « recours collectif » contre le passe sanitaire ne passe pas à Strasbourg ! », Dalloz actualité, 19 octobre 2021, https://www.dalloz-actualite.fr/flash/recours-collectif-contre-passe-sanitaire-ne-passe-pas-strasbourg#.YW_roVVByUk

- « L'accord de commerce et de coopération post Brexit... et l'hypothèse de la dénonciation de la CEDH par le Royaume-Uni », *Le club des juristes*, 2021, <https://www.leclubdesjuristes.com/brexit/laccord-de-commerce-et-de-cooperation-post-brexit-et-lhypothese-de-la-denonciation-de-la-cedh-par-le-royaume-uni/>

- « Le recours au mécanisme dérogatoire en période de Covid-19 ou le droit international des droits de l’homme à la croisée des chemins », *RTDH*, 2021, pp. 275-300.
- « Du bon usage de la demande d’avis consultatif adressée au titre du Protocole n° 16 », *Dalloz actualité*, 23 mars 2021, <https://www.dalloz-actualite.fr/flash/du-bon-usage-de-demande-d-avis-consultatif-adressee-cedh#.YFpSR1VKjIU>
- Avec A. SCHAHMANECHÉ, « L’appel éloquent du juge Pinto De Albuquerque à la protection des étrangers vulnérables », in P. DE ALBUQUERQUE (dir.), *Droits de l’homme. Les opinions séparées vues par la doctrine*, Lexisnexis, 2020, pp. 663-667.
- « Covid-19 et droit de dérogation : les réponses du droit international des droits de l’homme », *RDLF*, 2020, chron. n° 40, <http://www.revuedlf.com/cedh/covid-19-et-droit-de-derogation-les-reponses-du-droit-international-des-droits-de-lhomme/>
- Avec Y. LECUYER, « Sur une exception française : la procédure de désignation des candidats au poste de juge à la Cour EDH », *RDLF*, 2020, chron. n° 4, <http://www.revuedlf.com/cedh/sur-une-exception-francaise-la-procedure-de-designation-des-candidats-au-poste-de-juge-a-la-cour-europeenne-des-droits-de-lhomme/>
- « La notion de peine et la Cour européenne des droits de l’homme », in A. PONSEILLE, P.-Y. GAHDOUN et E. SALES, (dir.), *Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?*, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2019, pp. 33-50.
- « Existe-t-il un droit fondamental à la sécurité dans le cadre de la Convention européenne des droits de l’homme » ? in M. AFROUKH, C. MAUBERNARD et C. VIAL (dir.), *La sécurité : mutations et incertitudes*, Institut universitaire Varenne, coll. « Colloques et essais », 2019, pp. 209-219.
- « L’amélioration du sort des étrangers malades : ou quand le dialogue des juges prend une forme inversée », *RDSS*, 2018, pp. 463-474.
- « L’émergence d’un droit à la sécurité des personnes dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme », *RDP*, 2015/1, pp. 139-158.
- Avec L. COUTRON, « La compétence – exagérément ? – exclusive de la Cour de justice pour l’examen des recours interétatiques », *RAE/LEA*, 2015/1 (dossier sur l’avis 2/13 de la Cour de justice de l’Union européenne), pp. 45- 68.

- Avec A. SCHAHMANECHE et K. GRABARCZYK, « Le contrôle de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. Aspects européens : acteurs politiques et acteurs juridictionnels », *RFDA*, 2014, pp. 935-945.

- « La conformité de la mesure de retenue à la Convention européenne des droits de l'homme, *La Revue des Droits de l'Homme*, 2014, <https://journals.openedition.org/revdh/666>

- « La Cour européenne des droits de l'homme et l'exécution de ses arrêts », *RDLF*, 2012, chron. n° 05, <http://www.revuedlf.com/cedh/la-cour-europeenne-des-droits-de-l%e2%80%99homme-et-l%e2%80%99execution-de-ses-arrets/>

- « Le réexamen devant les Cours européennes », *RAE/LEA*, 2011/1, pp. 139-157.

- « La notion de droit correspondant dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne », *RAE/LEA*, 2011, n° 4, pp. 765-779

- « L'utilisation du droit international au service de l'efficacité du mécanisme de protection conventionnel, in G. GONZALEZ (dir.), Cahiers de l'IDEDH, *Les sources internationales dans la jurisprudence de la CEDH*, 2006, n° 11, Université Montpellier I, pp. 363-394.

v) *Droit constitutionnel institutionnel (1)* :

- « La portée du nouveau droit de message à la lumière de la déclaration du Président de la République au Congrès du 22 juin 2009, *RFDC*, 2011/3, <http://www.cairn.info/revue-francaise-deroitconstitutionnel-2011-3-page-1.htm>

E) Chroniques (6 dont 4 en cours) :

- Coresponsable de la Chronique de jurisprudence constitutionnelle comparée (rapport français), *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, avec J. BONNET, depuis mai 2021.

- Participation à veille CEDH pour le *Dalloz actualité*, sous la dir. de J.-P. MARGUENAUD, depuis janvier 2021.

- Responsable de la chronique « Droits religieux » à la *Revue semestrielle de droit animalier*, 2020/2, pp. 233/249 ; 2021/2, pp. 217-227.

- Coresponsable avec C. PICHERAL de la chronique semestrielle « Evolutions de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme » à la *RDLF* depuis 2016. Neuf livraisons : *RDLF*, 2021, chron. 12 ; 2020, chron. n° 75 ; 2020, chron. n° 32 ; 2019, chron. n° 47 ; 2019, chron. n° 13 ; 2018, chron. n° 22 ; 2018, chron. n° 11 ; 2017, chron. n° 31 ; 2017, chron. n° 13 ; 2016, chron. n° 29.

- Participation à la chronique annuelle de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (dirigé par F. SUDRE) de 2013 à 2015 : 2013 (p. 725 et s.), 2014 (p. 785 et s.) et 2015 (p. 829 et s.).

- Participation à une veille (tous les quinze jours) sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme au *JCP G Semaine juridique* (dirigé par F. SUDRE) : rédaction de douze zoom de 2012 à 2015 (2012, n° 836 ; 2012, n° 915 ; 2013, n° 243 ; 2013, n° 511 ; 2013, n° 1026 ; 2013, n° 1218 ; n° 2014, 462 ; 2014, n° 563 ; 2014, n° 930 ; 2014, n° 1286 ; 2015, n° 267 ; 2015, n° 663 ; 2015, n° 1398).

F) Notes et commentaires de jurisprudence (18) :

i) Sur les conflits de droits impliquant la liberté d'expression (8) :

- « Évacuation des camps de migrants : quand la liberté de presse au sens de l'article L. 521-2 du code de justice administrative n'est qu'un tigre de papier », *Légipresse*, N° 392, 2021, p. 217.

- Avec J.-P. MARGUENAUD, « La dignité reléguée en deuxième division (obs. sous Cass. Ass. Pl., 25 octobre 2019) » *Rec. Dalloz*, 2020, p. 195-199.

- « La Cour européenne condamne énergiquement toutes les formes de négationnisme et d'antisémitisme (obs. sous Cour EDH, Gde Ch., 20 octobre 2015, décision *M'Bala M'Bala c. France*) », *RTDH*, 2016, pp. 759-774.

- « La fermeté bienvenue du juge européen face à la publication d'une photographie motivée par la recherche du sensationnel (obs. sous Cour EDH, arrêt 25 février 2016, *Société de Conception de Presse et d'Édition c. France*) », *Légipresse*, 2016, pp. 344-350.

- « Confirmation de la logique tentaculaire du débat d'intérêt général au détriment du droit au prénom (obs. sous Cour EDH, 19 février 2015, *Ernst August Von Hannover c. Allemagne*) », *Légipresse*, 2015, p. 291-297.

- « Le débat d'intérêt général au service de la liberté d'expression de l'historien (obs. sous Cour EDH, 4 novembre 2014, *Braun c. Pologne*) », *Légipresse*, 2015, pp. 46-49.

- « La Cour européenne aux prises avec un nouveau conflit de droits : liberté d'expression *versus* droit de propriété intellectuelle (obs. sous Cour EDH, 10 janvier 2013, *Ashby c. France*) », *JCP G*, 2013, 397, pp. 673-676.

- « A la recherche d'un équilibre entre droits à la liberté d'expression et au respect de la vie privée (obs. sous Cour EDH, Gde Ch., 7 février 2012, *Axel Springer c. Allemagne et Von Hannover c. Allemagne n° 2*) », *JCP G*, 2012, 650, pp. 1062-1065.

- « Un nouveau conflit entre la liberté d'expression et la protection de la réputation (obs. sous Cour EDH, 6 mai 2010, *Brunet Lecomte et Lyon Mag c. France*) », *Légipresse*, 2011, pp. 50-57.

ii) Sur les religions et la CEDH (3) :

- « L'application de la Charia en Grèce : la fermeté incomprise de la Cour européenne des droits de l'homme (obs. sous Cour EDH, Gde Ch., 19 décembre 2018, *Molla Sali c. Grèce*) », *RTDH*, 2019, pp. 925-940

- Avec A. SCHAHMANECHE, « Les demandes d'asile fondées sur la religion devant la Cour européenne des droits de l'homme : une protection à éclipses (obs. sous Cour EDH, Gde Ch., 23 mars 2016, arrêt *F. G. c. Suède*) » *RTDH*, 2017, pp. 351-367.

- « L'interdiction de la dissimulation du visage dans l'espace public : ou quand la subsidiarité permet la coexistence harmonieuse des contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité (obs. sous Cour EDH., Gde Ch., 1^{er} juillet 2014, *S.A.S. c. France*) », *Constitutions*, 2014, pp. 483-487.

iii) Sur la protection des personnes vulnérables (6) :

- Avec J.-P. MARGUENAUD, « Entente des juges contre l'indignité des conditions de détention provisoire : l'avènement de l'arrêt pilote dialogué ? » *Rec. Dalloz*, 2021, p. 432.

- « Demandeurs d'asile homosexuels : une protection à éclipses ? (obs. sous Cour JUE, 7 novembre 2013, *Minister voor immigratie en Asiel / X, Y et Z. / Minister voor immigratie en Asiel*) », *RAE/LEA*, 2013/4, pp. 845-855.

- « Les ayants droits des personnes affiliées au titre de la CMU : la condition de résidence confrontée au contrôle de conventionnalité (obs. sous CE, 23 décembre 2010, *Association Aides et autres*) », *RDSS*, 2011, n° 2, pp. 322-327

- « La protection de la vie privée d'un mineur en situation difficile confrontée à la liberté d'expression (obs. sous CE, 16 mars 2011, *Société TFI*) », *Rec. Dalloz*, 2011, n° 187, pp. 2012-2015.

- « La vie privée sociale des personnes handicapées : la Cour de Strasbourg a encore du chemin à parcourir ! (obs. sous Cour EDH, 14 septembre 2010, Décision *Farcas c. Roumanie*), *Les Petites Affiches*, 20 mai 2011, pp. 9-12.

- « La condition d'accès aux soins dans le pays d'origine revisitée par le Conseil d'Etat (obs. sous CE, 7 avril 2010, *Ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire*) », *RTDH*, 2011, n° 86, pp. 325-341.

G) Recensements bibliographiques (2) :

- *RTDH*, 2020, pp. 217-220 (L. BURGORGUE-LARSEN, *La Convention européenne des droits de l'homme*, coll. « Systèmes », 3e éd., L.G.D.J., Paris, 2019, 330 p.).

- *RGDIP*, 2019, pp. 332-340 (S. TOUZE et E. DUBOUT, *Refonder les droits de l'homme. Des critiques aux pratiques*, Pedone, Coll. « Publications du Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire Université Panthéon-Assas », Pedone, 2019, 317p.)

H) Entretiens, presse généraliste (4) :

- Avec Anne PONSEILLE, « La persistance de l'indignité des conditions d'accueil dans les locaux de garde à vue », *Dalloz*, 2021, p. 912

- Avec Anne PONSEILLE, « La proposition de loi tendant à garantir le droit au respect de la dignité en détention : une avancée en trompe-l'œil ? », *Recueil Dalloz*, 2021, p. 736.

- « Voter aux élections, la galère des prisonniers », *Dalloz actualité*, 20 janvier 2017.

- « Et maintenant, Theresa May veut exempter les militaires du respect de la Convention européenne des droits de l'homme », *Huffington post*, 4 novembre 2016.

PARTICIPATION A DES COLLOQUES ET CONFERENCES (21)

- Juillet 2021
Rapport introductif
Colloque sur la France et la Cour européenne des droits de l'homme (année 2020), organisé par l'Association des amis de la Fondation René Cassin et l'ILERI
- Avril 2021
Le redéploiement de la dignité, avec Jean-Pierre MARGUENAUD
Colloque sur les conditions d'incarcération sous le contrôle des juges : éléments d'actualité, organisé par l'IDEDH et le CERCOP
- Décembre 2019
Le contrôle de conventionnalité opéré par le juge tunisien, *Actualités de l'Etat de droit en Tunisie*.
Table-ronde organisée par les DU Religions et société démocratique et Philosophie du droit Université de Montpellier
- Mai 2019
Abattage rituel et liberté religieuse, Colloque *L'abattage sans étourdissement*, OMIJ, Université de Limoges
- Avril 2019
La fonction consultative des autres Cours supranationales, *Le Protocole n° 16 à la CEDH*, IDEDH, Université de Montpellier
- Mars 2019
Une hiérarchie entre droits et libertés fondamentaux. Le point de vue du droit européen, *Le droit des libertés en question ?*, ISJPS UMR 8103 Université Paris 1 – CRJ EA 1965 Université Grenoble-Alpes – IDEDH Université de Montpellier
- Octobre 2018
Les rapports entre QPC et contrôle de conventionnalité, Colloque *L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés dans les différents champs du droit : un bilan*, IRDP - Université de Nantes

- Octobre 2018 Rapport introductif, Colloque *L'islam en droit international des droits de l'homme*, IDEDH – Université de Montpellier
- Février 2018 Le port des signes religieux dans la jurisprudence récente de la Cour EDH, *Congrès annuel sur la liberté de religion*, The European Academy of Religion, Bologne
- Février 2018 Présentation de l'ouvrage de J.-P. FILIU, Généraux, gangsters et djihadistes. *Histoire d'une contre-révolution arabe*, La découverte, 2017, Agora des Savoirs
- Janvier 2018 La peine dans la jurisprudence de la Cour EDH, Colloque *Existe-t-il un droit punitif?*, CERCOP – Université de Montpellier
- Novembre 2017 La radicalisation religieuse saisie par la Cour EDH, Colloque *La radicalisation religieuse saisie par le droit*, Centre de recherche Léon Duguit – Université d'Evry
- Octobre 2017 L'existence d'un droit fondamental à la sécurité dans la jurisprudence de la Cour EDH, Colloque *La sécurité. Mutations et incertitudes*, IDEDH – Université de Montpellier
- Février 2017 La liberté d'expression face aux discours de haine dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, Colloque *Du discours de haine en ligne au cyber-terrorisme Liberté d'expression vs sécurité : quelles régulations possibles ?*, Université de Montpellier – Programme Mandola
- Février 2017 Présentation de l'ouvrage de J.-P. FILIU, *Les Arabes, leur destin et le nôtre. Histoire d'une libération*, La découverte, 2015, Agora des Savoirs
- Janvier 2017 L'état d'urgence dans la jurisprudence de la Cour EDH, Table-ronde : *état d'urgence et protection des droits fondamentaux*, CERCOP-IDEDH, Université de Montpellier

- Mai 2016 Universalisation ou standardisation des droits fondamentaux ?, *Le pouvoir constituant au XXI^e siècle*, CERCOP-Université de Montpellier
- Octobre 2015 L'objectivisation du contrôle, *La protection des droits de l'homme par les cours supranationales*, IRDEIC – IMH - Fondation Cassin, Université de Toulouse Capitole I
- Juin 2015 L'éloignement des étrangers terroristes et l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, Conférence *La place des libertés face à la lutte contre le terrorisme*, CREDOF – Nanterre
- Avril 2013 La conformité de la mesure au droit européen, Colloque *Sans contrôle, ni retenue !*, SAF Lille
- Février 2013 Constitutionnalité et conventionnalité. Quelle autonomie pour la QPC ?, Ecole doctorale Droit et Science politique, Université de Montpellier